

11 Novembre

Après la comédie d'Amsterdam,
les paraboles de Vincennes !
Y aura-t-il une délégation
de l'Armée rouge ?

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

XV^e ANNIVERSAIRE

Il y a quinze ans...

Quinze ans que les prolétaires de Pétrougard, appuyés par l'Armée et la marine russe, jetaient bas le gouvernement de Kérensky et s'installaient à sa place. En quelques semaines ils mettaient fin à la guerre, réglaient la question agraire, réduisaient la bourgeoisie hostile. Ils lançaient les mots d'ordre qui devaient faire le tour du monde et rendre conscience à la classe ouvrière mondiale qui se déshonorait depuis trois ans, sur les champs de bataille de l'imperialisme.

Quinze années ont passé. Que demeure-t-il aujourd'hui de l'octobre révolutionnaire ? Soyons justes : des restes grandioses attestent, malgré une réaction acharnée, toute la puissance initiale de l'insurrection victorieuse. Une révolution ne passe pas sans imprimer sa marque dans les institutions et dans les meurs. Son flot peut reculer, il laisse derrière lui la terre méconnaissable. La dictature stalinienne a pu s'attacher à la désigner trait à trait, après des efforts si tenaces, elle démeure debout, mutilée, mais vivante encore. La Russie de 1932 n'est plus la Russie de 1917. Ce n'est pas trop de dire qu'un monde nouveau est né, qu'une expérience décisive a été faite par la classe ouvrière, devant la classe ouvrière attentive.

Nous n'essaierons pas ici d'en tirer tous les enseignements ni de prendre la mesure des institutions soviétiques actuelles. Disons seulement que celles-ci constituent dans le monde un fait social nouveau dont l'originalité, malgré l'usure du temps et l'action des politiciens, n'échappe plus à personne. La Russie soviétique a jeté les bases d'une civilisation, d'une culture nouvelle. Elle a réalisé, dans ses écoles polytechniques du Travail, le rêve de Proudhon : une éducation matérialiste et intégrale. Elle a édifié une pédagogie, une esthétique, une morale prolétarienne. Elle a créé un art prolétarien. Elle représente encore aujourd'hui une force non absolument asservie au capitalisme, un corps étranger et singulièrement inquiétant, dans l'organisme bourgeois. Elle demeure un symbole et une menace.

Mais ces vestiges — si glorieux qu'ils soient —, ces espoirs — si fondés qu'ils puissent paraître — ne doivent pas nous faire oublier l'échec politique de l'expérience bolchevique. De 1917 à 1932, la route est marquée d'innombrables défaites. D'année en année, on a assisté à la lutte contre Octobre. Les décrets staliniens de septembre dernier ont parachevé la liquidation de la révolution prolétarienne. Ils aggravent encore les mesures de 1931 par lesquelles le gouvernement de Moscou avait introduit, avec le travail à la tâche, une scandaleuse différenciation entre les salaires. Ils créent, sous couvert d'encouragement à la production, une véritable aristocratie ouvrière, une hiérarchisation des fonctions et des salaires qui sont la négation même du principe prolétarien d'égalité et d'échange des services.

Politique du Plan Quinquennal, a-t-on dit... Nécessités de la construction industrielle de l'U. R. S. S. Nous connaissons ces raisons et l'équivaut à laquelle elles prétendent. Nous ne nous y laissons pas prendre. A nos yeux, il y a la construction industrielle et il y a la construction du socialisme. Le mensonge consiste à les confondre en prétendant que la réalisation d'un plan, dont la condition est un renforcement des hiérarchies sociales, puisse conduire cependant à l'élaboration d'une société sans classes. Les incontestables progrès techniques de la Russie soviétique ne sauraient donc nous faire illusion. Nous ne nous inclinons pas devant les nouveaux dieux de feraille et de béton de l'église stalinienne. Les fastes de l'inauguration du Dnieprostroi ne nous font pas oublier la misérable situation du prolétariat russe et l'impitoyable dictature qui pèse lourdement aux épaules de tous ces travailleurs.

La politique stalinienne, la politique du Plan Quinquennal a fait faillite dans tous les domaines. A l'intérieur, elle a bafoué et étranglé la démocratie ouvrière. Elle a traqué, exilé, emprisonné et supprimé toutes les oppositions. Elle a institué un régime de terreur et de délation. Elle a abouti au militarisme et au chauvinisme. Elle peut encore susciter des bonnes volontés, des enthousiasmes héroïques ; mais elle est incapable d'utiliser ces forces pour le triomphe du Proletariat mondial.

A l'extérieur, elle a corrompu tout le mouvement ouvrier. Elle l'a mené à l'aventure et à la défaite. Elle a égaré et brisé pour un temps le syndicalisme. Elle a abandonné l'internationalisme prolétarien au profit de petites et grandes combinaisons qui l'ont conduit à entrer dans le jeu du capitalisme contre la classe ouvrière. Elle est directement responsable du marasme où se débat,

présentement, la classe ouvrière allemande.

Tel est le bilan de ces quinze années. Il confirme pleinement les thèses et les prévisions des anarchistes. Il montre d'une manière éclatante comment la dictature d'un parti dégénère en une tyrannie et aboutit fatallement à la reconstruction d'un Etat et d'un gouvernement au-dessus de la classe ouvrière.

Il n'est pas inutile, cependant, que l'expérience bolcheviste ait été. Nous pouvons en dire ce que Marx disait de la Commune de Paris. Avec ses incontestables succès, malgré ses erreurs et ses fautes, elle constitue pour la classe ouvrière un exemple et une leçon. C'est dans la défaite que le Proletariat apprend à vaincre.

En ce quinzième anniversaire, loin des flos flos officiels, dans une étroite union de pensée avec le peuple russe, sachons tirer de la Révolution d'Octobre toutes les leçons qu'elle comporte.

LASHORTES.

Une nouvelle violation du droit d'asile

Dimanche, à Fontenay-sous-Bois, une cinquantaine de camarades italiens étaient réunis pour discuter au sujet de l'amnistie à laquelle Mussolini avait fait dernièrement allusion.

Il n'en fallait pas plus pour susciter le courroux d'une police dont les méthodes s'apparentent à celles des pays les plus dictatoriaux.

Une soixantaine d'inspecteurs firent irruption dans l'établissement et arrêtèrent tous ceux qui s'y trouvaient.

Le camarade Caporali, de la C. G. T., qui se trouvait dans une autre salle, en train de faire une partie de cartes, fut également arrêté.

Emmenés au commissariat de Vincennes, la plupart de nos camarades durent être relâchés. Quelques expulsés furent dirigés sur la préfecture.

Que pense de cette nouvelle violation du droit d'asile le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme ?

En 2^e page

AUX HASARDS DU CHEMIN

En 3^e page

LES LIVRES

COMITÉ POUR L'AMNISTIE

Salle du Grand Orient
16, rue Cadet, 16 (Métro : Cadet)

MATINÉE ARTISTIQUE

au bénéfice du Comité pour l'Amnistie

Au programme :

MMmes RACHEL LANTIER ; ANCEAU-VILLEE ; LUCIE VORI ; MARGA TOZY ;
Mlle DE VIERVILLE ;
MM. ROGER TOZINY ; CELMAS ; BOURGADE ; CHARLES D'AVRAY ; MARIO
VARELLY.

Au piano : Mme CAPAUMONT

Régisseur : ROGER TOZINY

Entrée : 5 francs. Gratuite aux enfants.

Prenez vos cartes à l'avance aux bureaux du « Libertaire ».

A TOUS LES CAMARADES

Les ressources du Comité étant des plus restreintes, les camarades lec-
tours du Libertaire se feront un devoir d'assister à cette fête qui, en leur faisant
passer un agréable moment, permettra au Comité d'accentuer sa campagne
pour l'amnistie la plus large.

DIX ANS DE FASCISME

par Bernard André

De grandes fêtes viennent d'avoir lieu à Turin, à l'occasion du dixième anniversaire du fascisme. Dix années de crimes, pendant lesquelles le nouvel Etat a fondé avec les méthodes que l'on sait, les bases de son histoire présente et future. Quoi qu'en disent les journalistes, dont les écrits sont trop partiaux pour être désintéressés, les mains des chefs du fascisme sont rouges du sang des travailleurs : tout ce qui était indépendant fut traqué sans merci ; les bibliothèques incendiées, les salles de réunion détruites, les publications antifascistes interdites.

L'avènement du fascisme, d'ailleurs, est symbolique.

Au lendemain de la guerre, le prolétariat italien, mécontent, ayant à lutter contre une situation misérable en arrivant à la révolte ouverte contre le capitalisme. Les grèves et les émeutes se succèdent surtout dans les régions industrielles. Comme toujours en pareille circonstance, les gouvernements font des promesses qu'ils ne tiendront pas ou que les événements réduiront à néant ; telle la baisse de 50 % de tous les prix de détail qui ne fut pas maintenue.

Dans la lutte pour obtenir des conditions de vie raisonnables, les ouvriers italiens en vinrent aux moyens révolutionnaires : émeutes, grèves partielles et générales suivies de la prise des usines, qui échoua lamentablement. Depuis cette date, désormais historique, du fait de l'accession au pouvoir de Mussolini, l'Italie devait se rénover. Les fascistes prétendent avoir œuvré dans ce sens. Or, les faits nous montrent qu'elle est devenue une vaste gêne qu'ont fuie tous ceux qui l'ont pu afin de sauver leur existence et qui ne sont en stérile nulle part, la police fasciste obtenant trop souvent des autres pays l'expulsion de ceux qu'elle poursuit.

(Suite en 2^e page).

Le 28 octobre, c'est la Marche sur Rome. La mobilisation générale fasciste. Trois colonnes de fascistes se concentrent aux environs de Rome. Dans le reste de l'Italie, les fascistes s'emparent des gares et des bâtiments publics. Le ministre Facta proclame l'état de siège, mais le roi refuse de signer le décret — dont on dira dans les temps prochains qu'elle fut l'Inquisition moderne.

Depuis cette date, désormais historique, du fait de l'accession au pouvoir de Mussolini, l'Italie devait se rénover.

Les fascistes prétendent avoir œuvré dans ce sens. Or, les faits nous montrent qu'ils ont été dévoués à leur propre intérêt.

Leur succès fut total. Ils ont obtenu tout ce qu'ils voulaient.

Aussi dans cette époque pour eux si bénie de la guerre, les militaires professionnels ont pu s'en donner à cœur joie. Les soudards « mauvaises têtes » ont alors ce qu'il en coûte de ne pas bâiller avec les moutons. Et allons donc ! Les voies de fait, les mutilations volontaires, les faux et usages de faux et un

Notre Campagne pour l'Amnistie

Avec l'insoumission et la désertion, il faudra effacer les inculpations-prétextes, comme faux, usage de faux, voies de fait et mutilation volontaire.

Nous avons dit dans nos précédents articles pourquoi il convenait que l'épisode soit passé, une fois pour toutes, sur les condamnations militaires en général et sur celles prononcées pendant la guerre, ou à l'occasion de la guerre, en particulier.

Nous avons réclamé une amnistie vraiment complète pour les déserteurs et les insoumis, car il n'est pas possible

en bonne logique, après tant de retentissantes condamnations de la guerre par nos gouvernements eux-mêmes, d'imposer à crime le fait d'avoir refusé d'y participer.

Toutes les nations belligérantes ont

effacé, rappelons-le encore, les condamnations de guerre. La France seule, la France des droits de l'homme, la France républicaine d'Herriot, de Boncour, de Painlevé et autres excellents démocrates s'est refusée jusqu'à à accomplir ce

génocide.

C'est que quatorze ans après une guerre qui a concité dans la terre des centaines de milliers de jeunes hommes sous le faillasse prétexte de défendre le Droit, la Civilisation et soulignons-le d'abattre le militarisme, ce même militarisme est chez nous bien vivant, M. Weygand et sa clique de l'état-major peuvent dicter des ordres à nos gouvernements.

C'est ainsi que dans cette France qui se dit ami du progrès, rempart du libéralisme, sévit encore un code dit de « justice » militaire dont la barbarie est difficilement concevable.

Ce trop fameux code de justice militaire, on le connaît : afin que nul n'en ignore, de copieux extraits en sont insérés dans le livret militaire, où les mots de mort, de travaux forcés reviennent comme une lugubre litanie.

Disons en passant que la comme ailleurs les profeurs de l'iniquité sociale sont rarement atteints par l'illusions de la discipline militaire. Comme dans la vie civile, nous les retrouvons là le plus souvent de l'autre côté du fossé. Dès lors, il n'est pas exagéré de dire que les enfants des prolétaires, presque exclusivement, paient dans les bagnes ou les prisons militaires des enfantillages que l'adjoint Flick et le colonel Ramolot ont fait de qualifier « crimes ».

C'est qu'il y a dans ce code un arsenal d'inculpations abondamment garni contre les « mauvaises têtes ».

Aussi dans cette époque pour eux si bénie de la guerre, les militaires professionnels ont pu s'en donner à cœur joie. Les soudards « mauvaises têtes » ont alors ce qu'il en coûte de ne pas bâiller avec les moutons. Et allons donc ! Les voies de fait, les mutilations volontaires, les faux et usages de faux et un

Il faut que notre protestation s'élève puissante. Pour commencer, le 9 novembre un meeting est organisé. Des orateurs de différents horizons politiques ont accepté de défendre notre conception d'une véritable amnistie.

Pas un des nôtres, le Comité en est certain, ne manquera au rendez-vous.

Le Comité pour l'Amnistie.

P.-S. — Jusqu'ici, le Comité pour l'Amnistie n'a pas fait d'appel à l'aide des camarades, mais notre campagne va coûter cher, nous aurons besoin d'argent. Dimanche prochain, une fête, dont on trouvera le programme dans ce numéro, est organisée à son profit.

Nul doute que nos camarades de la région parisienne n'y viennent en grand nombre.

APPEL

à tous les Camarades anarchistes,
aux Lecteurs du LIBERTAIRE,
à tous les hommes de cœur.

Le 9 novembre, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes, le COMITÉ POUR L'AMNISTIE LA PLUS LARGE, auquel adhèrent l'U. A. C. R. et la Fédération de la Région parisienne, commence sa campagne.

Les lecteurs du « Libertaire » sont au courant des amendements, améliorations au projet gouvernemental que vont tenter d'obtenir certains parlementaires qui ont promis, au Comité leur concours le plus entier.

L'action de ces parlementaires n'est pas suffisante, elle ne sera efficace qu'autant qu'un mouvement d'opinion se manifestera : il n'y a pas d'exemple que des gouvernements aient accordé quelque chose que contraints par l'opinion publique.

Jamais l'occasion n'a été aussi belle pour faire libérer les malheureux qui, dans les prisons civiles et militaires, espèrent, depuis tant d'années déjà, en vain, dans l'action populaire.

Il faut mettre en demeure les parlementaires, les gouvernements de gauche de tenir leurs promesses électorales, il faut obtenir davantage.

Pour l'action qui s'engage, aucun anarchiste, aucun homme de cœur ne doit déserter.

Pour sauver ceux qui souffrent et se morfondent dans les geôles républicaines, il faut que tous se rendent bien compte que leur abstention serait non seulement une lâcheté, mais les rendrait complices des emprisonnés.

Compagnons anarchistes.

Amis lecteurs du « Libertaire »,

Tous, venez en grand nombre au meeting des Sociétés Savantes.

Les enfermés comptent sur vous.

L'UNION ANARCHISTE COMMUNISTE
LE « LIBERTAIRE ».

COMITÉ POUR L'AMNISTIE LA PLUS LARGE

Mettons un terme à certaines souffrances

Et comme il est question d'amnistie, amnistions grandement et libérons toutes les victimes des cours martiales, des conseils de guerre et de certaines lois d'exception.

Ça n'augmentera pas les difficultés du gouvernement ; ça ne coûtera pas un sou au Trésor et ça donnera le goût de l'existence à des centaines de malheureux qui désespèrent à force d'attendre.

On comprendrait mal, d'ailleurs, que gouvernements actuels et parlementaires de gauche, hésitent encore à faire ce geste humain quand il est commandé aussi par la fidélité à leur programme électoral.

En tout cas il t'appartient, peuple parisien, d'exercer ta salutaire pression sur les hésitants en joignant ta protestation à la nôtre :

Mercredi 9 Novembre, à 20 h. 30

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES, 8, RUE DANTON

au cours du

GRAND MEETING

<div data-bbox="449 826 520 836" data-label

Dix Ans de Fascisme L'Election Présidentielle aux Etats-Unis

(Suite de la première page)

Le fascisme a été élaboré en 1927 une Charte du travail qui a été acceptée par le Grand Conseil fasciste en avril de la même année dans laquelle il est dit, à l'article premier, que (1) « la nation italienne est un organisme dont les fins, la vie et les moyens d'action sont supérieurs à ceux des individus isolés ou groupés qui la composent ; à l'article 2 que « le travail sous toutes ses formes, intellectuelles, techniques ou manuelles, est un devoir social » que « le complexe de la production forme une unité au point de vue national » et que ses buts se résument dans le bien-être des producteurs et le développement de la puissance nationale. Mais on peut douter de telles affirmations lorsqu'on lit que les salaires n'excèdent pas pour les ouvriers qualifiés, 15 francs par jour (environ 19 francs français). Notons que les indices du coût de la vie s'élèvent pour l'Italie à 95 (en 1925) par rapport à 1914, dont l'indice est 100 (celui de la France étant actuellement de 110 environ).

L'individu ne compte qu'en tant que producteur ; le fascisme répudie le citoyen. A l'homme libre, but de l'effort millénaire des générations de penseurs, de philosophes et de révolutionnaires, par la violence il substitue l'esclavage. Mais où l'on voit le véritable mobile c'est qu'en Italie comme ailleurs, le capitalisme subiste, renforcé même par la législation ouvrière nouvelle. L'on trouve dans le cas Mussolini un exemple de la politique au service de l'argent, masqué comme toujours sous une étiquette nationale, car il est venu sauver le capitalisme à une époque où n'aurait pu dire s'il n'allait pas être aboli et remplacé par une organisation ouvrière fédérative et syndicale. D'ailleurs, Mussolini clame à tous les vents que l'Etat est au-dessus de tout. Tout est dans l'Etat, rien n'est hors de l'Etat, rien contre l'Etat.

Les réalisations sont surtout d'ordre militaire. Le fascisme ne s'est pas contenté d'être un parti armé ; il a voulu instruire la jeunesse, « espoir de la patrie et gage de l'avenir ». Depuis l'âge de quatre ans, le petit Italien est pris dans les organisations du Faisceau, qui le garderont jusqu'à sa mort. Il figurera comme homme dans le Parti ; comme travailleur dans le Syndicat ; comme flâneur dans le Dopo-lavoro (l'après-travail). Si ses parents ne l'ont pas enrôlé dans les Balillas (du nom du jeune héros qui souleva Gênes contre les Autrichiens), si, plus tard, il persiste à se tenir à l'écart, il n'en sera, « au moins comme imprégné de l'esprit fasciste. Le journal la rue, l'affiche, le cinéma, le livre, tout contribue à l'associer au mouvement et au régime.

L'armée comprend trois cent soixante-dix mille hommes, dotée d'un matériel de guerre que l'on modernise chaque jour : 105 escadrilles groupant environ 22.000 hommes et 1.500 avions. A ce chiffre, il convient d'ajouter : les différentes milices qui groupent plusieurs centaines de milliers d'hommes entraînés ; les organisations d'instruction pré-

militaire qui comptent 905.474 inscrits, dont 756.487 ont été déclarés aptes pour la période 1931-1932 ; les faiseaux juvéniles de combat, 324.000 hommes ; les avant-gardistes, 237.000 jeunes gens. En plus, en période de guerre, la loi de mobilisation votée en 1931 indique que « tous les citoyens, sans distinction d'âge ni de sexe, entre 16 et 70 ans, sont astreints à fournir leur concours à la défense nationale ».

Notons que le parti fasciste compte 1.212.568 adhérents et que l'œuvre des balillas en compte près de 3.000.000.

La jeunesse italienne tout entière, ouvrière ou intellectuelle, vit dans une sorte d'état de fièvre nationale scrupuleusement entretenue par les chefs de la milice exclusivement chargés de ce dressage moral « dans l'esprit fasciste, c'est-à-dire antipacifique » (Mussolini) de la jeune Italie.

Elle n'est plus qu'une caserne où l'on entend le cliquetis des armes. On y exalte la guerre, la patrie, la noblesse du sacrifice au pays.

Le fascisme a atteint ce but ; il a fait de l'individu un esclave ; aujourd'hui, poursuivant son idée, il l'orienté vers l'héroïsme des champs d'honneur. Il n'est en somme qu'une manifestation aiguë du nationalisme qui se traduit par ces propos du Duce que « La guerre fait valoir entièrement l'énergie humaine en déconfiture et, d'autre part, qui saurait, habilement conduit, discipliner les forces contradictoires du régime et sauvegarder ses intérêts.

Aujourd'hui, le capitalisme désespérément affronte le soin de surmonter ses difficultés, il est ainsi conduit à surveiller plus particulièrement les gouvernements et à manifester sa rançon en cas de faillite.

C'est ce qui explique les chances habilement insinuées du candidat démocrate : Roosevelt. Le capitalisme américain fait grief à Hoover de n'avoir su l'éviter, pour le moins en partie, les effets de la crise ; d'avoir fait preuve d'aveuglement en pratiquant une politique qui va, au contraire, considérablement aggraver.

La presse Hearst mène l'attaque avec beaucoup de vigueur et publie de longues incriminations contre Hoover, rendu responsable de tout voir même de la crise. Aussi le capitalisme américain se tourne-t-il en partie vers le talisman Roosevelt dans l'espoir du miracle espéré. Ce dernier a mené sa campagne avec beaucoup d'habileté et d'adéquation, n'ayant à opposer à Hoover que des promesses il a fort bien fait les choses et les a prodigué nombreuses, grandes et généreuses. Aux chômeurs, il a promis des secours immédiats et a même laissé entrevoir l'assurance-chômage, aux fermiers une aide efficace, au capitalisme une nouvelle politique mieux adaptée aux nécessités de l'heure présente. Il préconise en politique étrangère, des innovations qui lui ont attiré la sympathie agissante du capitalisme étranger. Condamnant l'isolationnisme, tant économique que politique des Etats-Unis, il propose un abaissement des barrières douanières, qui ont été si funestes pour le capitalisme américain, l'initiative revient à Hoover, qui va provoquer les répressions de plus de 40.000, et de ce fait les exportations ont diminué en 1931 de 20 % en poids et de 37 % en valeur sur les chiffres de l'année précédente. Dans le domaine politique, il préconise une collaboration plus étroite avec les autres pays capitalistes. Un règlement des dettes de guerre en échange d'un changement de la politique douanière des autres nations, et d'un désarmement réel.

Mais il est un point sur lequel la campagne s'est déroulée plus particulièrement : c'est la prohibition. L'abolition du dix-huitième amendement de la constitution, le « Volstead Act », a constitué la partie essentielle de la plate-forme électorale du parti démocrate, qui s'est essayé ainsi à attirer à lui, les « humides » du parti républicain, et les suffrages d'un important parti de la classe ouvrière. C'était la première initiative d'autant plus heureuse qu'elle permettait en plus de disloquer les troupes adverses, en présentant le « Volstead act » comme la cause de la démolition et de la corruption générale qui sévit aux Etats-Unis et surtout du « Gangstérisme » qui l'constitue un argument de premier ordre en la présentant comme un excellent moyen pour rétablir, du moins en partie, l'équilibre budgétaire ; mais encore, ce qui est de beaucoup plus important, elle permettait de détourner l'attention des masses des autres questions, surtout des effets de la crise et à lui cacher les perspectives partiellement sombres.

Qui l'emportera le 8 novembre ? Pour nous et pour la classe ouvrière, la question importe peu. Car, en dépit des affirmations de certains leaders des journaux bourgeois, l'avènement d'un Pouvoir démocratique sera sans influence sur la situation ou ses effets seront très limités. En effet, si les partis sont divisés par des différences pratiques, comme sur les droits protectionnistes, la prohibition, l'aide aux chômeurs et aux fermiers, ils n'en n'ont pas moins comme base les mêmes principes, et au Sénat où à la Chambre des représentants ils votent politiquement ensemble.

Mais son développement rapide, des plus surprenants, son contenu social de chômeurs affamés, les déclarations de certains leaders de gauche, tel Gregor Strasser, en faisait, par certains côtés, un mouvement anticapitaliste qui ne manquait pas d'inquiéter les maîtres de la finance allemande. Abandonnés par ceux-ci, déchirés par les divisions intérieures, nous trouvions-nous devant l'affondrement du mouvement raciste, ou sommes-nous devant un simple recul ? C'est ce que les élections de dimanche nous dirons.

Elles marqueront sans doute aussi une avance des partis ouvriers, socialistes et communistes.

Le prolétariat allemand se retrouvera dans la même situation. La crise économique ne peut pas se résoudre dans le cadre de la société capitaliste : elle pose devant la classe ouvrière allemande la nécessité révolutionnaire d'une transformation sociale.

Pour atteindre ce but, il est indispensable que l'unité ouvrière s'accomplice, que les travailleurs abandonnent l'orientation politique dans laquelle ils s'ennient pour emploier les méthodes d'action directe qui, seules, peuvent les conduire à la victoire.

L'HISTOIRE POPULAIRE DES RELIGIONS
par A. Delpach

Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée.

Table des matières : Origine et progression de l'idée du divin ; Religions mortes ; Religions vivantes ; Brahmanisme ; Bouddhisme ; Shinto Japonais ; Confucianisme ; Manichéisme ; Mazdeïsme ; Religion des Juifs ; Christianisme ; Protestantisme ; Religion musulmane ; Mormonisme ; Conclusion.

Prix : 20 francs ; franco, 24 fr. 50.

Le 8 novembre, les électeurs américains éliront le collège présidentiel dont l'unique mission consistera à désigner le nouveau président, qui tiendra de haute main pendant quatre années, le gouvernement de la politique américaine.

Ce qui contribue à donner une grande importance à cette élection, qui d'ordinaires échos parviennent sur les autres continents, c'est la situation nettement catastrophique dans laquelle le monde capitaliste se débat. Angoissé devant l'ampleur de la crise mondiale et de ses phénomènes divers, qui bouleversent si profondément les théories économiques classiques, jusqu'ici traditionnellement admises, et secoue rudement les bases mêmes du régime, qui sous astreint à fournir leur concours à la défense nationale.

Notons que le parti fasciste compte 1.212.568 adhérents et que l'œuvre des balillas en compte près de 3.000.000.

La jeunesse italienne tout entière, ouvrière ou intellectuelle, vit dans une sorte d'état de fièvre nationale scrupuleusement entretenue par les chefs de la milice exclusivement chargés de ce dressage moral « dans l'esprit fasciste, c'est-à-dire antipacifique » (Mussolini) de la jeune Italie.

Elle n'est plus qu'une caserne où l'on entend le cliquetis des armes. On y exalte la guerre, la patrie, la noblesse du sacrifice au pays.

Le fascisme a atteint ce but ; il a fait de l'individu un esclave ; aujourd'hui, poursuivant son idée, il l'orienté vers l'héroïsme des champs d'honneur. Il n'est en somme qu'une manifestation aiguë du nationalisme qui se traduit par ces propos du Duce que « La guerre fait valoir entièrement l'énergie humaine en déconfiture et, d'autre part, qui saurait, habilement conduit, discipliner les forces contradictoires du régime et sauvegarder ses intérêts.

Aujourd'hui, le capitalisme désespérément affronte le soin de surmonter ses difficultés, il est ainsi conduit à surveiller plus particulièrement les gouvernements et à manifester sa rançon en cas de faillite.

C'est ce qui explique les chances habilement insinuées du candidat démocrate : Roosevelt. Le capitalisme américain fait grief à Hoover de n'avoir su l'éviter, pour le moins en partie, les effets de la crise ; d'avoir fait preuve d'aveuglement en pratiquant une politique qui va, au contraire, considérablement aggraver.

La presse Hearst mène l'attaque avec beaucoup de vigueur et publie de longues incriminations contre Hoover, rendu responsable de tout voir même de la crise. Aussi le capitalisme américain se tourne-t-il en partie vers le talisman Roosevelt dans l'espérance d'un miracle espéré. Ce dernier a mené sa campagne avec beaucoup d'habileté et d'adéquation, n'ayant à opposer à Hoover que des promesses il a fort bien fait les choses et les a prodigué nombreuses, grandes et généreuses. Aux chômeurs, il a promis des secours immédiats et a même laissé entrevoir l'assurance-chômage, aux fermiers une aide efficace, au capitalisme une nouvelle politique mieux adaptée aux nécessités de l'heure présente. Il préconise en politique étrangère, des innovations qui lui ont attiré la sympathie agissante du capitalisme étranger. Condamnant l'isolationnisme, tant économique que politique des Etats-Unis, il propose un abaissement des barrières douanières, qui ont été si funestes pour le capitalisme américain, l'initiative revient à Hoover, qui va provoquer les répressions de plus de 40.000, et de ce fait les exportations ont diminué en 1931 de 20 % en poids et de 37 % en valeur sur les chiffres de l'année précédente. Dans le domaine politique, il préconise une collaboration plus étroite avec les autres pays capitalistes. Un règlement des dettes de guerre en échange d'un changement de la politique douanière des autres nations, et d'un désarmement réel.

Mais il est un point sur lequel la campagne s'est déroulée plus particulièrement : c'est la prohibition. L'abolition du dix-huitième amendement de la constitution, le « Volstead Act », a constitué la partie essentielle de la plate-forme électorale du parti démocrate, qui s'est essayé ainsi à attirer à lui, les « humides » du parti républicain, et les suffrages d'un important parti de la classe ouvrière. C'était la première initiative d'autant plus heureuse qu'elle permettait en plus de disloquer les troupes adverses, en présentant le « Volstead act » comme la cause de la démolition et de la corruption générale qui sévit aux Etats-Unis et surtout du « Gangstérisme » qui l'constitue un argument de premier ordre en la présentant comme un excellent moyen pour rétablir, du moins en partie, l'équilibre budgétaire ; mais encore, ce qui est de beaucoup plus important, elle permettait de détourner l'attention des masses des autres questions, surtout des effets de la crise et à lui cacher les perspectives partiellement sombres.

Qui l'emportera le 8 novembre ? Pour nous et pour la classe ouvrière, la question importe peu. Car, en dépit des affirmations de certains leaders des journaux bourgeois, l'avènement d'un Pouvoir démocratique sera sans influence sur la situation ou ses effets seront très limités. En effet, si les partis sont divisés par des différences pratiques, comme sur les droits protectionnistes, la prohibition, l'aide aux chômeurs et aux fermiers, ils n'en n'ont pas moins comme base les mêmes principes, et au Sénat où à la Chambre des représentants ils votent politiquement ensemble.

Mais son développement rapide, des plus surprenants, son contenu social de chômeurs affamés, les déclarations de certains leaders de gauche, tel Gregor Strasser, en faisait, par certains côtés, un mouvement anticapitaliste qui ne manquait pas d'inquiéter les maîtres de la finance allemande. Abandonnés par ceux-ci, déchirés par les divisions intérieures, nous trouvions-nous devant l'affondrement du mouvement raciste, ou sommes-nous devant un simple recul ? C'est ce que les élections de dimanche nous dirons.

Elles marqueront sans doute aussi une avance des partis ouvriers, socialistes et communistes.

Le prolétariat allemand se retrouvera dans la même situation. La crise économique ne peut pas se résoudre dans le cadre de la société capitaliste : elle pose devant la classe ouvrière allemande la nécessité révolutionnaire d'une transformation sociale.

Pour atteindre ce but, il est indispensable que l'unité ouvrière s'accomplice, que les travailleurs abandonnent l'orientation politique dans laquelle ils s'ennient pour emploier les méthodes d'action directe qui, seules, peuvent les conduire à la victoire.

Ces deux partis traditionnels américains ont depuis longtemps perdu toute physionomie politique individuelle et seules subsistent quelques traditions locales. Le parti républicain, fut fondé vers la fin du XVIII^e siècle par Jefferson et s'était donné pour but, la lutte contre l'aristocratie terrienne et de faire pénétrer aux Etats-Unis, l'idéologie de la grande révolution française. Après quelques années d'exercice du pouvoir où il oubliait naturellement ses promesses, une scission le scinda en deux et en 1824, Jackson fonda le parti démocrate, qui, arrivé bientôt au pouvoir, se mit en devoir de disloquer le vieux parti républicain.

Celui-ci se reconstitua vers 1858 dans les Etats du Nord et de l'Est sur la question de l'esclavage, et en 1860, ce nouveau parti républicain arriva au pouvoir en la personne d'Abraham Lincoln, futur Président sur un programme antiesclavagiste. Les Etats du Sud restèrent fidèles au parti démocrate — qui étaient partisans — et dont les grands fermiers avaient un grand intérêt au maintien de l'esclavage, qui leur assurait une multitude d'esclaves qui travaillaient à bas prix, dans leurs vastes cultures, ripostant en proclamant la sécession des Etats-Unis, et de toutes écoles ont longtemps été déclarées « en maîtres » ou « nobles ».

Cette guerre se termina par la victoire des Etats du Nord et de la doctrine républicaine, l'esclavage fut aboli et ainsi les esclaves, en cessant de travailler à un prix illusoire, quand toutefois ils étaient payés, empêchèrent leurs maîtres de concurrence.

Cette guerre se termina par la victoire des Etats du Nord et de la doctrine républicaine, l'esclavage fut aboli et ainsi les esclaves, en cessant de travailler à un prix illusoire, quand toutefois ils étaient payés, empêchèrent leurs maîtres de concurrence.

Le parti républicain fut alors renommé « le parti du travail » et l'antislavery, « la cause du travail ». Il fut alors déclaré que les esclaves étaient des hommes et non des bêtes, et que leur libération devait être une cause de justice et de liberté.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail. Le parti républicain fut alors déclaré comme le parti du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause du travail.

Cette cause fut alors déclarée comme la cause du travail, et l'antislavery comme la cause

AU PIED DU MUR... ...ON VOIT LE MAÇON

Les lecteurs trouveront peut-être fastidieux que, dans mes articles sur les événements qui se déroulent en Espagne, reviennent comme un *leitmotiv* la question de l'attitude du parti socialiste dans ce pays.

Cependant depuis la guerre les parties politiques (soi-disant révolutionnaires) et surtout les parties socialistes ont porté un coup si grand à la combattivité révolutionnaire des masses ouvrières organisées qu'il est nécessaire de démasquer preuve en main, et au jour le jour, toute la duperie et la démagogie contenues dans les promesses fallacieuses faites par les politiciens socialistes aux travailleurs.

En faisant entrevoir aux travailleurs une possibilité d'amélioration de leur sort par la collaboration étroite du capital et du travail (ces deux intérêts si diamétralement opposés) les leaders socialistes que l'on ne peut accuser de pêcher par ignorance ont commis vis-à-vis du peuple un abus de confiance moral que doivent dénoncer les anarchistes et tous les vrais révolutionnaires qui ne défendent pas le peuple pour leur propre intérêt.

L'Espagne n'a pas échappé — et pourait-il en être autrement — à la tactique socialiste déjà expérimentée (et commentée) dans les autres pays où les socialistes ont participé en entier ou en partie à la direction des affaires. Les exemples d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne et de France sont des raisons plus que suffisantes pour les anarchistes pour combattre sans merci de tels individus dont les seuls buts inavoués et inavouables sont le renforcement de la société capitaliste qui menace de plus en plus de crouler victime de sa soif de profits toujours plus grands et dont la conséquence pousse à l'exploitation aveugle et forcée à laquelle elle constraint chaque jour les travailleurs.

Voici un article paru dans la *Solidaridad Obrera* du 23 octobre qui déshabille de main de maître le leader du parti socialiste en Espagne Largo Caballero, actuellement ministre du Travail et qui montre bien que le parti socialiste d'Espagne est digne de ceux des autres pays.

« Les dernières convulsions d'un parti agonisant »

« Le traître Largo Caballero a été élevé (ni plus ni moins) à la présidence du parti socialiste ouvrier espagnol.

« Ni Largo Caballero ne pouvait arriver à plus, ni le parti socialiste à moins.

L'homme qui voici quelque trente-deux ans a abandonné les outils de stucateur, pour se dédier à la défense des intérêts des travailleurs : l'homme qui fut et sera toujours l'éternel traitre des revendications ouvrières ; l'homme qui n'eut aucun scrupule pour remplir — par ordre du Roy — de cette répugnante charge (pour un homme digne de ce nom) du rôle de conseiller d'Etat (et duquel l'Etat) de l'infâme dictature de Primo de Rivera, Martínez Antón ; lui qui refusa toujours lâchement toute participation aux mouvements qui se déclenchèrent, durant les sept années indigues, pour jeter bas la dictature criminelle et oppresseuse ; lui qui se livra lâchement après avoir trahi la grève générale d'août 1917, et dont le trahison lui valut sa première place de député ; lui qui lâchement trahit aussi le « pacte circonstancié » qui gaigna en 1920 la Confédération Nationale du Travail et l'Union Générale du Travail (pacte conclu par les comités nationaux des deux centrales ouvrières), pour un but concret et qui se vendit bassement, une fois de plus, aux autorités monarchistes (dont il était encore le Conseiller d'Etat) d'accord pour cette besogne avec son camarade, le révolutionnaire en peau de lapin et moins corrompu Fernando de los Ríos, après avoir manqué à sa parole de déclarer la grève générale le 15 décembre 1930, cause pour laquelle échoua à cette époque révolutionnaire. Trahison qui permit à Alphonse XIII et à Baranguier d'assassiner lâchement les vaillants lutteurs, Galan et García Hernández, trahison infâme qui plus tard (comme pour celle de l'année 17) lui valut de décrocher le portefeuille de ministre de la République des... travailleurs, et qui lui permit de s'allier avec son ami Maura « celui des 108 morts » et plus tard avec le digne successeur de celui-ci, pour massacrer les ouvriers affamés et rohols des différentes tendances révolutionnaires, qui commandent « l'abominable délit » de demander du pain et du travail, la justice et la liberté ; lui qui fit déporter des ouvriers dignes et honnêtes, lui qui devait traîner les grèves de la sinistre Téléphonique yankee, des Asturias, du Ferrol de... toute l'Espagne ; lui qui devait forger les lois de la défense de la République ; et la loi de « l'utile à la fois » d'ordre public, et la loi du 8 avril ; et la loi Agraria (2...), et la loi qui doit subvenir aux pôvres Compagnies ferroviaires et à toutes les Compagnies et Entreprises capitalistes aux pieds desquelles se prosterne l'ex-senior Paco le stucateur (Largo Caballero), pendant que les ouvriers se meurent de faim et demandent l'aumône en montrant aux touristes le Carnet de l'U.P. G.T. qui lui devait approuver comme un bon ministre « ouvrier », les honteuses et abominables prisons gouvernementales et les brutalités dans les commissariats et Préfectures de Police ; et les suspensions de réunion, de droit de grève, etc., etc. (et les etc...), qui continuèrent jusqu'à l'enterrement du cadavre déjà putréfié du Parti socialiste).

Il est déjà clair que le parti socialiste est miné par la tuberculose politique et en état d'agonie, comme partie à partie de classes. Ce point de trahies, des éternels jaunes, le parti complètement parti, mordant la tête, déprécié, déshonoré, enfonce dans la vermine des ambitions politiques et du trafic des consciences prolétariennes, à la veille d'être jeté à la fosse commune de l'oubli de la dépréciation et du dégoût répulsif, nécessitant un « menur » sans scrupules qui servirait pour entrer son larve cadavre, dont les premiers symptômes de mort commencent à se faire sentir quand il pénètre officiellement dans les fumeuses salons des célébres assassins des Bourbons-Primo-Árido. Et le leader qui se fit fossoyeur ne pouvait être autre que l'homme le plus prestigieux qui préta durant ses trente et quelques années de service son concours à la cause des professeurs, aussi bien à la monarchie dictatorial qu'à la « République démocratique » et des « travailleurs » affamés, prisonniers et assassinés en pleine rue.

Ce fut le señor Caballero qui par ses propres mérites fut enfin élevé à la présidence du parti fasciste des profiteurs politiques pour être le privilégié fossoyeur qui n'arrêtera pas longtemps à donner la sépulture éternelle à l'étiquette avariée du « Parti Ouvrier socialiste Espagnol » et lui donnera en échange celle de réclame financière de « Parti collaboratif et souteneur des régimes bourgeois, qu'ils soient coiffés d'une couronne ou d'un bonnet phrygien ». Comme on dit : « A tout seigneur tout honneur ». Ni saint Largo Caballero ne pouvait s'élever à plus, ni le parti socialiste s'abaisser à moins.

LIVRES ET REVUES

JULES ROMAINS

« Les hommes de bonne volonté »

(Suite)

Quoique le profiteur qui présidait aux tâches de l'agonisant Congrès Socialiste, le député señor Don Francisco ait dû fermer le bau de cette comédie que fut ce congrès par ces paroles :

« Le Parti Socialiste est un livre qui ne se ferme jamais ; dans ce livre, les socialistes y ont écrit des pages glorieuses ; il n'y a pas une faute, pas une imperfection, aucune déshonneur.

Il y a beaucoup de pages en blanc, qui seront couvertes par des faits de haute signification ».

D'autant plus significatifs qu'a été élus president le traître Largo Caballero ! Que fût-il ajouter à cela ?

Alors que parlent les familles des 221 morts (chiffres exacts) de ceux qui furent assassinés par les « chasseurs » de la république social-fasciste, où les milliers de prisonniers qui pourrissent dans les geôles pour ne pas s'être soumis aux ambitions prétendues de ces faux rédempteurs sans scrupules ni dignité personnelle.

Et aye de tels chiffres et des détails qui pourront remplir les pages en blanc qui après « le señor de Francisco manquent pour remplir la glorieuse histoire du Parti socialiste. »

Et voilà l'homme décrit dans toute son ignominie. Après la récente tuerie des combats socialistes et de l'U. G. T., voilà quels sont ceux qui se proclament les défenseurs de la classe ouvrière. Si avec de telles références ces dévoués serviteurs ne font pas le honneur du peuple espagnol c'est d'assez peu de la politique. Tout de même si les bateleurs politiques en quête de profit ont réussi jusqu'à ce que Zola ait écrit de ses faits et des travailleurs qui dit « Tant va la cruche à l'eau... » certifie en Espagne son exactitude et les politiciens de gauche de la Catalogne sentent déjà venir le vent de la catastrophe.

C'est pourquoi devant l'attitude antiparlementaire de nos camarades de la C. N. T. de Catalogne que presque à la veille des élections (qui sont fixées au 20 novembre) tous les aspirants au futur parlement de Barcelone reprennent leurs arguments dont se sont servis ailleurs tous les partis aspirants au pouvoir, et précètent la politesse du moindre mal.

En ne volant pas, si vous suivez les conseils de la C. N. T., vous faites le jeu de la réaction et démain c'est l'ombre de la dictature qui de nouveau se dresse à l'horizon gouvernemental. Argument démagogique auquel répondent nos camarades en disant : Depuis un an et demi que vous républicains et socialistes êtes au pouvoir qu'avez-vous fait ? Avez-vous diminué les charges qui écrasent le peuple, avez-vous saisi les biens qui furent volés au peuple par les successeurs de Torquemada, avez-vous diminué le chômage, licencié les généraux et les officiers réactionnaires, avez-vous rendu la terre aux paysans, empêché que tous la maffia catholique d'interférer dans l'ombre pour le retour du roi déchu ? Non ! en vils serviteurs du capital vous continuez sous une étiquette, certes plus démocratique, l'œuvre d'asservissement et de persécution du peuple espagnol. C'est pourquoi nous Syndicalistes et Anarchistes nous allons vers les ouvriers qui commencent à voir clair, en leur disant de la politique et des politiciens n'en attendez que des misères et des persécutions, ne comptez que sur votre propre force, l'organisation consciente et l'action directe.

Mais ces « actions » ne sont que la trame très légère de deux volumes, et sur chacune, auteur de chacune, s'étendent de longues pages qui semblent n'avoir avec elles qu'un lien factice, mais qui, en réalité, aident à créer cette « atmosphère » indispensable à l'œuvre, par touches successives, comme fait le peintre qui, sur son dessin au crayon place la couleur, allant d'un

JACK MORTIMER.

Le Socialisme et la Révolution Russe

Les Communistes dans leur presse opposent souvent l'U.R.S.S. aux pays capitalistes. En U.R.S.S., disent-ils, règne la prospérité, absence totale de chômage, tandis que les pays capitalistes s'enfoncent de plus dans la crise.

Le plan quinquennal est l'objet de controverses qui, parfois, ne manquent pas de pittoresque.

Tel monsieur est allié en U.R.S.S. et nous rapporte ses impressions. Invariablement, il est enchanté des conquêtes soviétiques, s'il est communiste ou communautaire. S'il appartient à l'autre camp, son récit « pataphysique » nous fait voir des queues devant les magasins où, dans les vitrines, des diagrammes savants tiennent lieu de marchandises. Pour le premier, le plan quinquennal réussit à 100 %, et encore en 4 ans. Pour le second, ce n'est qu'une vaste duperie qui permet aux bolcheviks de se maintenir au pouvoir.

Le plan quinquennal est devenu la bête noire des vieilles marquises ruinées, qui s'imaginent que sa réussite provoquera la révolution mondiale.

Les communistes, d'ailleurs, partagent largement ce point de vue. On voit depuis quelques années les dirigeants des partis communistes lier la suite de la révolution mondiale à la réussite du plan russe.

Si les leaders socialistes n'expliquent pas l'histoire par des textes des matières savamment dorées, ils verront que l'expérience russe appelle d'autres commentaires que les gémissemens de la « Russie Opprimée » sur le gaspillage en U.R.S.S.

Le meilleur de l'école socialiste (de toutes les tendances) réside dans le fait qu'elle ne compte plus de gens capables à étudier scientifiquement les phénomènes sociaux.

Il ne suffit plus de citer Marx, Engels ou Bakounine. Lénine lui-même est déjà vieux.

La Révolution russe a brutalement posé le problème de l'égalité sociale. Personne ne saurait, sous aucun prétexte de doctrine, y rester étranger. Mais la révolution russe n'a pas seulement posé ce problème : elle nous a montré également la voie à suivre pour sa réalisation.

Les bolcheviks, enfants du 19e siècle, ont avec leur doctrine établie, failly à la tâche qu'ellos leur avait confiée. S'ils ont l'excuse d'avoir manqué d'expérience, ceux qui ont vécu la révolution russe ou grandit depuis, ne peuvent pas invoquer les mêmes raisons.

Les socialistes-démocrates, de leur côté, ne manquent pas d'attaquer la gestion des affaires russes par leurs frères de doctrine. Ils apportent dans leur critique toute l'aveuglement religieux qui s'est emparé d'une bonne partie de militants ouvriers, qui s'imaginent pouvoir expliquer les phénomènes sociaux à grands coups de textes de Marx ou Lénine. On voit, aussi, combien Marx, qui avait l'habitude d'étudier les phénomènes sociaux en eux-mêmes, avait raison de dire qu'il n'était pas marxiste.

Si les socialistes-démocrates n'expliquent pas l'histoire par des textes des matières savamment dorées, ils verront que l'expérience russe appelle d'autres commentaires que les gémissemens de la « Russie Opprimée » sur le gaspillage en U.R.S.S.

Le plan quinquennal est devenu la bête noire des vieilles marquises ruinées, qui s'imaginent que sa réussite provoquera la révolution mondiale.

Les communistes, d'ailleurs, partagent largement ce point de vue. On voit depuis quelques années les dirigeants des partis communistes lier la suite de la révolution mondiale à la réussite du plan russe.

Si les leaders socialistes n'expliquent pas l'histoire par des textes des matières savamment dorées, ils verront que l'expérience russe appelle d'autres commentaires que les gémissemens de la « Russie Opprimée » sur le gaspillage en U.R.S.S.

La Révolution russe est pleine d'enseignement pour le prolétariat quant à la voie à suivre pour l'instauration de l'égalité sociale.

Le temps en temps, ils se hasardent à proclamer la nécessité d'un retour à une économie libre, c'est-à-dire au capitalisme.

Pourtant, depuis plusieurs années déjà, la faillite de l'école libérale est trop évidente pour pouvoir trouver encore des défenseurs parmi ses plus zélés partisans.

Maintenant, c'est l'économie planifiée — la nationalisation des banques, des chemins de fer et des mines, — qui est à l'ordre du jour.

Même des observateurs sérieux, comme Lucien Laurat, par exemple, se laissent entraîner dans le goudre de ces mots d'ordre réformistes.

Cependant, la social-démocratie était au pouvoir en Allemagne, en Autriche, en An-

gleterre, en Suède, en Belgique, en Bulgarie ; elle fait également partie du Gouvernement espagnol actuel. Or, elle n'a rien fait pour sortir l'économie du marasme. Sa seule activité a consisté à briser au moyen de la force et de la division, les tentatives du prolétariat pour échapper à son sort misérable.

Le 6 octobre n., c'est une journée de la vie de Paris. « Crime de Quinet », c'est deux journées de la vie de Paris, les mardi 12 et samedi 13 octobre 1908. Les hommes qualifiés que j'ai notés dans le premier volume se retrouvent dans le second avec le développement de chacun de ces « romans » (si l'on tient à les appeler ainsi), qui ne sont pas parallèles, ni juxtaposés, mais seulement placés les uns à côté des autres, avec, parfois, des points de rencontre fortuits, ainsi que cela arrive à chaque instant dans la Vie. Et c'est dans la mise en œuvre, de ce procédé nouveau, que Jules Romains se révèle un écrivain « socialiste » autant que dans son dessein de saisir la société avec toute sa complexité. Zola, dont on peut dire qu'il a été le premier à écrire prolétarien — sans doute aussi le plus puissant — n'a jamais été un proléttaire. C'était un petit bourgeois, sans doute, mais d'abord et surtout un savant, observateur et sincère. Jules Romains n'est pas un « écrivain prolétarien ». Il n'y a pas, et rien dans son œuvre, si ce n'est cette sympathique curiosité pour les meilleurs ouvriers, n'autorisera à lui donner une telle étiquette. Mais, à vouloir, par des moyens simples, rendre compte de ses investigations, et à y réussir, il dépasse Zola, et, par suite, nombreux d'écrivains qui, aujourd'hui, en France, prétendent à la gloire littéraire. Vais-je indiquer quelques-unes de ceux pour qui il n'est pas, à l'heure actuelle, de « styliste » meilleur que Béraud ? ou quelques-uns de ceux qui en tiennent uniquement pour Zola ? On a vu, devant moi, démontrer la supériorité, comme écrivain, de Béraud. J'ai dit ici assez nettement le bien que j'en pensais, pour n'être pas suspect de partialité à son égard. Il n'est pas donné à tout le monde d'exprimer avec autant de honneur la vérité et la sincérité d'un mouvement révolutionnaire. Mais son talent se borne à cette faculté d'expression qui donne une vie intense à un sujet qui, par ailleurs, lui plait. Jules Romains, lui, dans « les hommes de bonne volonté » plus qu'au-delà, a su donner une forme commode à conserver. On a pu lire ces dernières semaines les articles que notre camarade M. Teinen nous a donnés sur « l'affaire Moeney-Billings ». Les documents les plus importants et les plus significatifs de cette triste affaire sont réunis par Magdeleine Paz, qui analyse d'une façon pénétrante les agissements du capitalisme américain. La dernière étude est consacrée au « Drama des mineurs de Harlen » qui, lui, intéresse des milliers d'individus qui posse pour des milliers d'êtres humains une question de vie ou de mort ». Il caractérise, lui aussi, la brutalité, le cynisme, l'effrayante cupidité du capitalisme yankee : à Tricherie sur la production, diminution des journées de travail, abaissements successifs des salaires, les Compagnies avaient encore d'autres moyens de pressurer les mineurs... L'obligation leur fut imposée de se fournir exclusivement dans les « Economies des Compagnies ». Brochette à lire et à répandre, sans égale.

(*) En vente au *Libertaire*, un franc.

MAGDELEINE PAZ

Vue sur l'Amérique

Cette forte brochure (**) contient trois études fortement documentées qui nous évoquent plus long que les meilleures reportages sur la mentalité des Américains du Nord. Le *Libertaire* a publié l'une de ces études : « le lynchage de Scottsboro ». On la retrouvera ici sous une forme commode à conserver. On a pu lire ces dernières semaines les articles que notre camarade M. Teinen nous a donnés sur « l'affaire Moeney-Billings ». Les documents les plus importants et les plus significatifs de cette triste affaire sont réunis par Magdeleine Paz, qui analyse d'une façon pénétrante les agissements du capitalisme yankee. La dernière étude est consacrée au « Drama des mineurs de Harlen » qui, lui, intéresse des milliers d'individus qui posse pour des milliers d'êtres humains une question de vie ou de mort ». Il caractérise, lui aussi, la brutalité, le cynisme, l'effrayante cupidité du capitalisme yankee : à Tricherie sur la production, diminution des journées de travail, abaissements successifs des salaires, les Compagnies avaient encore d'autres moyens de pressurer les mineurs... L'obligation leur fut imposée de se fournir exclusivement dans les « Economies des Compagnies ». Brochette à lire et à répandre, sans égale.

(**) En vente au *Libertaire*, un franc.

LIVRES REÇUS (1)

VLADIMIR LAVROV : INDUSTRIE

(Figuiere)

Ouvrage dont la conclusion seuls nous indiquera qu'il est d'un Russe blanc, et que l'édition nous présente comme destiné à être mis « entre les mains de tous nos capitaines d'industrie ». Il ne peut être aucun de nous d'une utilité quelconque.

LE BARBEDETTE: ETHIQUE NOUVELLE (BIBLIOTHEQUE DE L'ARTISTOCRATIE)

Nos camarades ont lu une page de ce petit volume il y a quelques semaines dans les colonnes du *Libertaire*. C'est la meilleure introduction qu'en pouvait

